



## Qui oublie le Rassemblement National ?

*Dans bien des conversations il semblerait que l'effroi provoqué hier par l'hypothèse de l'accès au pouvoir du RN ne soit plus de mise. On s'habitue presque à l'idée.*

*C'est peut-être que beaucoup préfèrent les bisbilles de la division au difficile travail de conviction à mener contre les idées pernicieuses de l'extrême-droite. On le sait, l'addition risque de se payer cash, cependant tout se passe comme si certains préféreraient malgré tout regarder ailleurs. La « dédramatisation » aurait-elle fait des ravages jusque dans les milieux qui lui sont pourtant les plus opposés ?*

*Les mobilisations menées contre les lois « sécurité globale » et « séparatisme » ne peuvent nous faire oublier l'urgence du combat à mener contre le RN et les valeurs qu'il prône.*

*Des sondages indiquent que l'accession de Marine le Pen à l'Élysée en 2022 n'est pas impossible, loin de là. Dès lors il s'agit, avec d'autres, de concentrer nos forces afin de contribuer « quoi qu'il en coûte » à l'échec de cette hypothèse.*

**L'extrême-droite, ce n'est pas la droite en pire.**

*Mais pour cela il s'agit aussi de battre en brèche l'état d'esprit fataliste, et le processus de banalisation. A cette fin, « démonter » publiquement l'argumentaire vicié du RN est une nécessité. A commencer par celui s'attachant à ses promesses « sociales » qui - aussi démagogiques soient elles - peuvent faire des ravages.*

*Afin de les dénoncer, la section de Lille de la LDH vient de rédiger un tract, destiné à être largement distribué. Elle entend aussi continuer à jouer son rôle de « pivot », de « facilitateur d'unité », lors des nécessaires mobilisations à venir en faveur des libertés publiques, aujourd'hui mises à mal, et dont la destruction est promise par l'extrême-droite.*

*En conclusion, on notera que trois fronts nous préoccupent : Celui des lois gouvernementales s'attaquant aux libertés publiques; celui du RN, qui menace désormais directement la démocratie; et enfin celui de la lutte contre la démobilitisation de bien des progressistes devant ces dangers.... Quand ce n'est pas la « fascination du pire » pour les plus désespérés.*

Christophe Boussemart - 21 mars 2021



## Soutien LDH aux gens de culture



*Après l'occupation des théâtres du Nord et Sébastopol par les gens du spectacle, à bout de souffle en raison des confinements, la section a exprimé son soutien par le communiqué suivant remis aux occupants qui nous ont adressé leurs remerciements*

*« La culture est une composante essentielle de la vie humaine.*

*La fermeture prolongée des lieux de culture est une mutilation des citoyens et un crève-cœur pour les hommes et femmes de culture: créateurs, gestionnaires, comédiens, techniciens, intermittents du spectacle.*

*La LDH de Lille demande instamment la réouverture des théâtres et cinémas, qui ne sont pas, sanitaire, plus dangereux que les entreprises, les écoles ou les supermarchés.*

*Elle apporte son soutien aux occupants du Théâtre du Nord et du Théâtre Sébastopol en lutte pour que la culture reprenne sa place libératrice au sein d'une société aujourd'hui malade du COVID mais aussi de ses choix économiques et sociaux »*

Communiqué section de Lille, 17 mars



## Droit au logement : On lâche rien !



*L'article 25 de la déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 proclame le droit au logement.*

*Ce droit n'est pas respecté. Ni en France. Ni dans les Hauts de France. Ni à Lille où on recense 3000 sans abris et où les Roms s'entassent*

*Respecter les droits de l'Homme, c'est respecter le droit au logement sans lequel il n'est pas possible de respecter les droits de l'enfant, le droit à la famille, à la santé, à l'éducation et à la culture.*

*La Ligue des droits de l'Homme de Lille s'associe à cette journée de manifestation pour le droit au logement. Elle dénonce les violations de la trêve hivernale qui ont eu lieu cet hiver.*

*Aujourd'hui et demain, avec les associations de droit au logement, nous serons, plus que jamais vigilants pour rappeler aux pouvoirs publics, aux bailleurs, aux huissiers que le droit au logement est la condition du respect de la dignité et des droits de l'Homme. Pour le droit au logement. On lâche rien !*

*C'est sur ce thème que Françoise Martin a pris la parole au nom de la LDH de Lille, très présente lors du rassemblement du 27 mars, place de la République*

## *Nos courriers du mois de mars*



**Aux Sénatrices et Sénateurs**

### **Contre le projet Sécurité globale**

*Madame la Sénatrice, Monsieur le Sénateur,*

*Vous serez amené-e le 16 mars à vous prononcer sur la proposition de loi « Sécurité globale ».*

*Ce texte prévoit d'étendre aux polices municipales des compétences de la police nationale.*

*De plus, ce texte organise une privatisation de la police en contradiction flagrante avec les normes constitutionnelles en déléguant aux agents privés de sécurité des pouvoirs réservés à la police judiciaire.*

*Allant encore plus loin dans la surenchère sécuritaire, il prévoit d'instaurer une surveillance généralisée de l'espace public, en autorisant l'Etat à utiliser des drones avec caméras.*

*Il permettrait aussi l'utilisation immédiate des images des « caméras mobiles » portées par les policiers et leur analyse automatisée pour reconnaître en temps réel l'identité de tous les manifestants (reconnaissance faciale).*

*La réécriture de l'article 24 de la PPL (qui devient un délit de provocation) ne modifie pas notre analyse : ce texte sera un support qui justifiera des pratiques policières déjà existantes d'interdiction de filmer.*



*Parce que les risques sont considérables, la LDH de Lille vous appelle à rejeter cette proposition de loi liberticide qui menace gravement les principes fondamentaux de notre démocratie et l'Etat de droit.*

*Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez agréer, Madame la Sénatrice, monsieur le Sénateur,*

*Vous serez amené-e le 16 mars à vous prononcer sur la proposition de loi « Sécurité globale ».*

*Ce texte prévoit d'étendre aux polices municipales des compétences de la police nationale.*

*De plus, ce texte organise une privatisation de la police en contradiction flagrante avec les normes constitutionnelles en déléguant aux agents privés de sécurité des pouvoirs réservés à la police judiciaire.*

*Allant encore plus loin dans la surenchère sécuritaire, il prévoit d'instaurer une surveillance généralisée de l'espace public, en autorisant l'Etat à utiliser des drones avec caméras.*

*Il permettrait aussi l'utilisation immédiate des images des « caméras mobiles » portées par les policiers et leur analyse automatisée pour reconnaître en temps réel l'identité de tous les manifestants (reconnaissance faciale).*



*La réécriture de l'article 24 de la PPL (qui devient un délit de provocation) ne modifie pas notre analyse : ce texte sera un support qui justifiera des pratiques policières déjà existantes d'interdiction de filmer.*

*Parce que les risques sont considérables, la LDH de Lille vous appelle à rejeter cette proposition de loi liberticide qui menace gravement les principes fondamentaux de notre démocratie et l'Etat de droit.*

*Dans l'attente d'une réponse de votre part, veuillez agréer...*



**Aux joueurs du LOSC victimes de racisme à Ajaccio**

### **Non au racisme dans les stades**

**Olivier LETANG, président du LOSC**

**Christophe GALTIER, Entraîneur**

*Le dimanche 7 mars, au cours du match disputé par le LOSC en Coupe de France à Ajaccio, les joueurs de votre équipe ont été victimes d'agressions verbales racistes de la part de spectateurs locaux.*

*La Ligue des droits de l'Homme de Lille tient à dénoncer ces attitudes intolérables et à apporter à vos joueurs qui ont été traumatisés son soutien et l'expression de son entière solidarité. D'autant plus que nous sommes à l'approche de la « Journée internationale contre le racisme » décrétée par l'ONU pour le 21 mars.*

*Nous vous serions reconnaissants de transmettre ce message aux joueurs du LOSC et à leur encadrement. Nous les assurons tous de notre soutien dans la lutte qu'ils mènent à leur niveau contre ce fléau du racisme et nous serons vigilants et actifs pour faire connaître et soutenir les initiatives qu'ils pourront prendre dans le cadre de la lutte que mènent les instances du football pour extirper des stades toutes les formes de stigmatisation et de discrimination.*

*Dans l'espoir que de tels faits seront sanctionnés et ne se reproduiront pas, et avec notre engagement à les dénoncer et à les combattre dans le cas contraire, nous vous prions d'agréer nos salutations les plus cordiales.*





## Les réponses à nos courriers

Nous avons reçu des réponses à nos communiqués ou courrier de soutien. Elles figurent ci-dessous

### Le théâtre du Nord



Chère LDH,  
Merci beaucoup pour votre communiqué de ce matin, nous vous en sommes très reconnaissants ! Au théâtre du Nord ne restent que les élèves, dans la mesure où la majeure partie de l'occupation est allée au Sebastopol, pour qu'ici se déroulent tranquillement les auditions de la prochaine promotion. Nous sommes une petite mobilisation, mais vaillante ! À bientôt, nous espérons.  
Le Théâtre du Nord

### La réponse du LOSC



Nous avons bien reçu votre récent courrier et tenons à vous remercier pour votre soutien et votre solidarité suite au match de Coupe de France disputé à Ajaccio, et notamment suite aux propos dont ont été victimes nos joueurs.

Nous sommes particulièrement sensibles à votre témoignage de sympathie et vous en remercions chaleureusement, celui-ci sera évidemment transmis à l'ensemble du groupe professionnel.

Nous sommes heureux de pouvoir compter sur votre soutien.

Veillez recevoir nos sentiments les meilleurs.

Olivier LETANG Président



### Réponse de la Mairie de Lille sur le traité anti - nucléaire

Fin janvier, nous étions intervenus auprès de Martine Aubry pour lui demander son soutien au traité contre l'armement nucléaire. Nous avons reçu une réponse de Jérôme Pianezza, conseiller municipal délégué aux droits de l'Homme au nom de Madame la Maire. Nous poursuivrons évidemment nos interventions au cours des mois qui viennent

« Ce courrier fait suite à votre sollicitation concernant le soutien à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction des Armes Nucléaires. J'ai pris connaissance avec attention de votre demande ainsi que du Traité d'interdiction des Armes Nucléaires adopté par les Nations Unies en 2017 et entré en vigueur le 22 janvier 2021.

Sachez que votre cause a attiré toute l'attention de la Ville de Lille et de Madame Le Maire, sensible à la paix dans le monde et à sa préservation.

Cependant, malgré tout l'intérêt de vos actions, la Ville de Lille n'est pas en mesure de donner une suite favorable à votre demande de soutien. En effet, la Défense nationale est une compétence étatique et régalienne et ne relève pas des communes.

La délégation « Relations Internationales et Européennes » reste à votre disposition pour vous rencontrer et vous faire part de son attention soutenue à oeuvrer pour la paix dans le monde à travers sa politique de coopération internationale.

Comptant sur votre compréhension et souhaitant que vos démarches trouvent une issue favorable, je vous prie de croire ... »  
Jérôme PIANEZZA



### La Ligue soutient Aly Touré

La section a apporté son soutien à Aly Touré, jeune guinéen scolarisé au lycée de Marly, menacé d'expulsion et retenu au Centre de Rétention de Lesquin.

En 2016, Aly a perdu sa mère à l'âge de 16 ans. Il décide de partir vers l'Europe, traverse l'Italie où il effectue une demande d'asile mais il poursuit son chemin vers la France où il arrive fin 2017.

#### Soutenu par ses professeurs

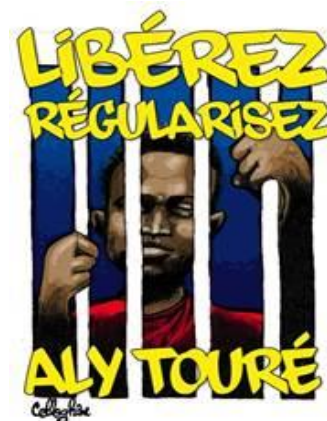
Depuis cette date, il poursuit ses études au sein du lycée Mansart de Marly. Détenteur de deux CAP, il prépare actuellement un Bac pro au sein du même établissement dans le cadre d'un Bac Pro.

La Préfecture entend briser le cycle d'étude et d'intégration sous prétexte que c'est un dubliné. Elle veut l'expulser vers l'Italie. La Préfecture prétend aussi que la poursuite assidue de ses études « ne constitue pas une preuve d'attachement suffisante à la France »

Très apprécié par ses professeurs, Aly a reçu un important soutien dans le Valenciennois – notamment des syndicats - puis dans la métropole lilloise où un rassemblement de soutien a été organisé face au centre de rétention.

#### Il faut le sortir de rétention

Pour la LDH, Roseline Tiset a pris la parole ; elle s'est référée aux articles 13 et 14 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et à la Convention de Genève pour fustiger la condition qui est faite à Aly, à ses semblables, à toutes celles et tous ceux qui peuplent les Centres de rétention, et pour réclamer la régularisation de tous les sans-papiers.



## Birmanie :

### « L'armée tire pour tuer »

(C. Lechervy – ambassadeur de France – le 21 mars 2021)



Fin mars, la situation est dramatique : d'une part pratiquement toutes les structures du pays ont été mises à bas par la junte militaire, d'autre part l'armée et la police mènent une répression sauvage contre toutes celles et tous ceux qui, à leurs yeux, se dressent contre leurs intérêts. Chiffres au 24 mars (source : AAPP - Assistance Association for Political Prisoners) :

- 2.812 prisonnier(ère)s politiques
- 285 tué(e)s.

L'armée terrorise la population en tirant à balles réelles non seulement sur les manifestants, mais aussi au hasard, sur les habitations dans la nuit, en saccageant les biens, en détruisant véhicules et trishaws (pousse-pousse), en pillant ici et là. La presse écrite indépendante est réduite à zéro.

Les chaînes de télévision étrangères et continues sont interdites. La Wifi et le Net sont coupés quotidiennement par l'armée. L'épidémie de Covid19 n'est plus contrôlée, le système de santé étant en grève.

### L'incroyable résistance du peuple birman

Ce à quoi la junte, confortée par des décennies de dictature militaire depuis 1962, est l'incroyable résistance mise en acte par le peuple birman quasi unanime.

Il s'agit d'abord d'un mouvement de désobéissance civile : les écoles sont fermées, les hôpitaux idem ou réquisitionnés par l'armée, les taxes & impôts ne sont plus collectés ... Les défections au sein du corps diplomatique sont nombreuses. Les activités économiques sont très au ralenti, affectées par des grèves locales et/ou générale (le 8 mars), le gel des activités bancaires (les banques sont fermées), le boycott des firmes liées à l'armée. Les transports sont à l'arrêt. Les monastères bouddhistes, très nombreux, ont cessé leurs activités.

Des centaines de milliers de personnes sont dans la rue: adultes et jeunes. C'est aussi dans la rue que des dizaines ont été tuées par l'armée ou la police (par balle), d'autres, y compris des députés, le sont dans des lieux discrets par bastonnade, par torture. Les manifestations prennent des tournures originales : journée de silence, journée de « pannes des véhicules », journées de marches, ... Dans plusieurs villes du pays, des quartiers se hérissent de barricades et se proclament « libérés » ; souvent pas longtemps, réduits par bulldozers et mitraille.

Du point de vue humanitaire, la situation est très sombre. Outre les crimes sanglants perpétrés par la junte, la paupérisation menace une grande partie d'une population déjà peu aisée. Les ONG ont d'énormes difficultés à poursuivre leur travail ; certaines ont dû l'interrompre à cause de l'insécurité. Les services de santé sont peu ou pas actifs.



### Agir à Lille

La section de Lille de la LDH

- a écrit à l'ambassade birmane à Paris pour dénoncer le coup de force et demander le rétablissement de l'état de droit, de ses institutions, des libertés.
- A écrit à trois firmes françaises, Total (hydrocarbures), Accord (tourisme & hôtellerie), Idemia (identité & sécurité) pour qu'elles suspendent leurs activités en Birmanie jusqu'au retour de la démocratie.
- appelle à signer la pétition en ligne émise par l'association Info Birmanie :
- [https://www.wesign.it/fr/droits-humains/monsieur-patrick-pouya-nne-total-doit-cesser-de-financer-la-junte-en-birmanie?fbclid=IwAR3\\_uYqFawm9fuwXlT1-CuLyDyjO1ZWT-jWCGd\\_VJdPd.kdj8em2Pnxd80](https://www.wesign.it/fr/droits-humains/monsieur-patrick-pouya-nne-total-doit-cesser-de-financer-la-junte-en-birmanie?fbclid=IwAR3_uYqFawm9fuwXlT1-CuLyDyjO1ZWT-jWCGd_VJdPd.kdj8em2Pnxd80)

La Birmanie, c'est très loin ; mais il s'y passe des événements qui résonnent dans le cœur de toute personne éprise de liberté. Ils prennent même une résonance particulière chez nous, en France, au moment où nous allons commémorer la Commune de Paris.

Éléments rassemblés par JF Bonhomme



## Nouvelles de Naplouse

Des nouvelles communiquées par Amitié Lille-Naplouse dont la Ligue des droits de l'Homme fait partie

vendredi 19 mars lors du rassemblement hebdomadaire contre la colonisation et la confiscation de terres, des affrontements ont éclaté et Atef Youssef Hanayshe, 45 ans, a reçu en pleine tête une balle réelle, tirée à bout portant, il est décédé lors de son transfert à l'hôpital de Rafidia.

- Ghassan Douglas, responsable du dossier colonies dans le nord de la Cisjordanie, fait état de la prise d'assaut, le 17 mars, par les forces d'occupation, de Khirbet Tana, à l'est de Beit Furik, avec démolition et confiscation de tentes et de propriétés de cinq familles.

### Les exclus des vaccinations

- Covid-Palestine : le 23 mars, 250 personnes sont en soins intensifs, dont 58 sur des appareils respiratoires.

En 24 heures, 20 décès (19 en Cisjordanie, 1 à Gaza) et 2259 nouvelles contaminations dont 287 à Naplouse.

Le taux de récupération de la covid-19 est de 89,1%, le taux de mortalité de 1,1%, et 9,8% d'infections actives

## La Cimade

L'humanité passe par l'autre

### Rencontre avec la Cimade

A notre demande une rencontre a eu lieu avec les responsables du nouveau groupe de la Cimade de Lille.

Christophe Boussemart et Jacques Poquet se sont rendus à leur local, boulevard de la Moselle, pour une première prise de contact et un premier échange sur les possibilités de travail en commun notamment avec le collectif Galois et dans le cadre d'initiatives publiques. Dès la levée des mesures de restriction liées au COVID, nous préparons une réunion élargie de contact entre nos deux associations



## **ROMS : La résorption des bidonvilles en panne !**

Depuis janvier 2021, 3 incendies se sont déclenchés sur les terrains occupés par des familles Roms non protégées par la trêve hivernale. En ces lieux misérablement installés, lors des semaines de grand froid, le besoin impérieux de se chauffer a réduit en cendres les abris de planches disjointes et les caravanes délabrées, avec leurs pauvres contenus.

Certes, les secours ont paré aux nécessités les plus urgentes, la solidarité publique et privée fut à l'oeuvre. Mais ces catastrophes répétées, ajoutées aux avatars antérieures des privations d'eau, en pleine crise sanitaire, ne rappellent-elles pas l'urgence de remettre à l'ordre du jour l'Instruction ministérielle du 25 janvier 2018 sur la résorption des campements illicites et des bidonvilles, dont la mise en œuvre semble interrompue avec la pandémie ?

## **... mais les expulsions en marche ...**

Sur les terrains « sauvages » qui subsistent, à Lille et aux environs, des menaces d'expulsion planent toujours, chassant des gens plus que précaires vers ceux d'à côté, éloignant les enfants de leur école, ajoutant encore plus de misère à la misère.

Nous ne défendons pas les bidonvilles mais, comme en 2012, nous réclamons le même principe : pas d'expulsion sans solution !

En 10 ans le nombre des Roms a diminué plus de moitié, sans l'appel d'air annoncé, mais avec un lent cheminement vers l'insertion, le droit commun et le logement diffus, facilité par le passage en « sas » et en dépit des freins imposés aux Roms par des conditions d'existence peu propices à l'autonomie en ces temps de double crise !

Nous demandons la reprise active du processus de résorption des bidonvilles, la reprise d'une recherche commune, entre les pouvoirs publics, les services sociaux, et les associations, de solutions diversifiées, progressives mais pérennes.

La section a écrit dans ce sens au préfet du Nord.

Roselyne Tiset

## **Climat : On est loin du compte**



Les membres de la Convention citoyenne, tirés au sort pour plancher sur les moyens de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ont jugé très sévèrement la réponse de l'exécutif à leurs 149 propositions.

Plus tôt, le Haut Conseil pour le climat avait lui aussi pointé les insuffisances du texte, tout comme le Conseil économique, social et environnemental.

De son côté, France info a passé au crible les propositions qui se retrouvent dans le projet de loi et seules dix d'entre elles sont reprises "sans filtre", comme promis au départ.

Tout montre que la politique présidentielle sur le climat est plus une politique de communication qu'une volonté réelle de prendre à bras le corps la menace du dérèglement climatique et ses conséquences sur l'Homme et sur l'avenir de la planète.

Cela explique que 500 associations avaient appelé à 160 rassemblements à travers toute la France pour exiger une réelle politique et une vraie loi climat efficace en lieu et place du bla bla présidentiel.

A Lille 1500 manifestants avaient répondu à l'appel du collectif pour le climat. Avec ses chasubles et ses drapeaux a LDH était très visible dans la marche qui a démarré place de la République et a déambulé dans Lille-Centre, Moulins et Wazemmes



Il a été de toutes les luttes, les droits civiques, la politique carcérale des Etats-Unis... Toujours incarcéré, Mumia Abu-Jamal mène aujourd'hui un combat contre la maladie qui l'affaiblit chaque jour davantage. Son état de santé est très alarmant. Et on lui refuse les soins du COVID

Pour sa libération, un rassemblement est organisé le mercredi 7 avril à 17 heures sur la dalle des droits de l'Homme, place de la République. La section LDH de Lille s'associe au rassemblement



## **Libérez Mumia Abu Jamal !**

né 1954 à Philadelphie (Pennsylvanie, Etats-Unis), est un journaliste, écrivain et militant afro-américain. Il a été condamné en 1982 à la peine de mort pour le meurtre de Daniel Faulkner, un policier de Philadelphie. Une mobilisation internationale a eu lieu en faveur de sa libération et pour l'organisation d'un nouveau procès. Il est devenu un symbole pour beaucoup d'opposants à la peine de mort ainsi que comme prisonnier politique.

## **Mercredi 7 avril 17 h. Place de la République**



## Semaine contre le racisme



La semaine contre le racisme a été l'occasion de préparer un travail de l'année dans les écoles et collèges lillois.

L'action a été décidée lors de la réunion de Bureau élargie du 4 mars qui a circonscrit le cadre de nos initiatives pour la semaine d'action mais aussi pour l'année. L'objectif étant de reprendre contact avec les établissements et les enseignants et de leur proposer nos services et notre matériel pédagogique.

Notre présidente, Fatima Meziani a adressé un courrier à l'ensemble des écoles et collèges de Lille pour rappeler cette semaine contre le racisme et les matériels dont nous disposons.

Cette semaine a aussi été l'occasion de lancer les « Cahiers de la Fraternité » à direction des enseignants et des parents. En cette fin de mois de mars, trois cahiers sont réalisés.

- Chansons contre le racisme
- Poésies contre le racisme
- Grandes figures de la résistance au racisme

D'autres cahiers sont en cours de rédaction et pourront aussi alimenter notre table de presse : Les grands crimes du racisme, Génocides, Le racisme au quotidien, L'esclavage, La colonisation, Les Roms, Sans papiers, le rap contre le racisme etc ...

Un dépliant permanent détaillant l'ensemble de nos propositions sera réalisé et diffusé en avril et des contacts seront pris pour « cibler » quelques écoles.

Nous mettrons également à jour les mallettes pédagogiques accompagnant les expositions.

Nous disposerons ainsi d'un ensemble cohérent pour traiter pédagogiquement avec les enseignants ce fléau du racisme qui est plus que jamais au cœur de l'actualité.



## Lettre Interne



Bulletin de la section LDH de Lille- [ldh.lille5900@gmail.com](mailto:ldh.lille5900@gmail.com) - Avril 2021

## Une stagiaire à la LDH de Lille



Juliette Le Meur est étudiante en Master 2 Sciences Politiques, orientation Relations Internationales à l'université de Bruxelles. Son stage de trois mois, de fin d'étude se déroule de mars à mai 2021.

La lutte pour les droits de l'Homme est un sujet qui lui tient particulièrement à cœur et celle-ci souhaite mettre ses compétences rédactionnelles, d'analyse et de communication au service de la section ainsi que ses connaissances en matière de droits de l'Homme sous un angle juridique et en Sciences Politiques.

Ce stage lui permettra de découvrir le fonctionnement d'une association de défense des droits de l'Homme dans son environnement politique et inter partenarial.



Trois missions principales lui sont proposées :

- Une participation à la mise en place de la plateforme Palestine-Métropole Lilloise dans le cadre du jumelage entre les villes de Lille et Naplouse.
- Une participation à l'amélioration des systèmes d'information interne et externe de la section LDH de Lille notamment à l'aide des outils numériques et réseaux sociaux.
- Une aide aux actions menées par la section pour défendre les populations précaires de l'agglomération Lilloise notamment les Roms et les étudiants étrangers sans titres de séjours. A l'issue de son stage Juliette rédigera un rapport concernant son temps d'immersion à la LDH.

Son sujet de mémoire est : Comprendre la représentation des femmes au sein des conflits armés sous l'angle du traitement médiatique et politique des femmes Syriennes et Irakiennes, combattantes ou victimes du conflit avec l'Etat islamique.

Juliette Le Meur a pu se présenter lors de la réunion du bureau élargi de la section le jeudi 18 mars. Nous lui souhaitons la bienvenue.

## Quitus au bilan de la fédération du Nord

Compte-tenu de la pandémie et des restrictions dans les déplacements, la Fédération du Nord a décidé de ne pas tenir d'Assemblée Générale mais de remplacer l'impossible rencontre par une consultation des sections.

En effet, toutes les sections de la fédération avaient tenu leur assemblée Générale et la délégation régionale avait tenu une vidéo-conférence de bilan. Surajouter une vidéo-conférence

Fédérale n'a pas semblé de première urgence.

Dans sa réunion du 18 mars, la section de Lille a adopté à l'unanimité les rapports moraux, d'activités et financiers qui lui ont été présentés.

Elle a désigné ses 5 représentants au Comité fédéral : Françoise Martin, Roseline Tiset, Christophe Boussemart, Gérard Minet, Jacques Poquet

